

Le SG de l'ONU en visite au Burundi pour esquisser une sortie de crise

@rib News, 22/02/2016 â€“ Source AFP Le Secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon est arrivé lundi à Bujumbura pour tenter de trouver une issue à la crise au Burundi où les violences armées se sont poursuivies avec de nouvelles attaques à la grenade dans la capitale. Le chef de l'ONU, dont c'est la première visite au Burundi depuis que le pays a plongé dans une grave crise politique en avril 2015, devrait tenter mardi matin de convaincre le président Pierre Nkurunziza d'ouvrir avec l'opposition des pourparlers de sortie de crise, actuellement au point mort.

Des centaines de soutiens du pouvoir, dont de nombreux membres des Imbonerakure, la ligue des jeunes du parti présidentiel, avaient été acheminés par bus sur la route qui mène de l'aéroport de Bujumbura à l'hôtel où va résider le secrétaire général de l'ONU, sur la rive du lac Tanganyika. D'ici sa rencontre avec le président Nkurunziza mardi matin M. Ban est censé rencontrer des responsables de partis politiques, d'ONG installés au Burundi, ainsi que le ministre des Relations extérieures Alain-Aimé Nyamitwe. "C'est une visite très importante car on espère que le secrétaire général de l'ONU va peser de tout son poids sur le président Pierre Nkurunziza pour qu'il accepte enfin un dialogue inclusif et sans conditions avec toute son opposition", a expliqué un haut fonctionnaire de l'ONU, sous couvert d'anonymat. M. Ban devrait également s'entretenir avec le président burundais "des violations massives des droits de l'Homme qu'on observe depuis le début de la crise", a ajouté un diplomate occidental en poste à Bujumbura. "Nous espérons qu'il parviendra à le convaincre d'accepter une véritable enquête internationale sur ces allégations", a-t-il ajouté. Le Burundi est plongé dans une profonde crise politique depuis la candidature fin avril 2015 du président Nkurunziza à un troisième mandat, qu'il a obtenu en juillet. Plus de 400 personnes ont été tuées depuis le début de la crise, qui a poussé plus de 240.000 Burundais à l'exil, alors que des milliers d'autres ont été arrêtés et que les forces de l'ordre sont accusées d'exécutions extrajudiciaires. Quelques heures avant l'arrivée de M. Ban, la capitale burundaise a été le théâtre de nouvelles attaques à la grenade, lancées par des inconnus circulant à moto. Deux grenades ont explosé dans deux marchés du nord de la ville, faisant au moins deux morts et une dizaine de blessés. Une troisième grenade n'a pas fait de victime. - 'Rwanda: stop' - Bujumbura a multiplié "les gestes de bonne volonté" avant la visite de Ban Ki-moon et celle, attendue plus tard dans la semaine, d'une délégation de chefs d'Etat africains déplorés par l'Union africaine. La justice burundaise a annulé des mandats d'arrests internationaux contre quinze personnes, dont plusieurs leaders de l'opposition en exil. La levée de ces mandats pourrait permettre aux responsables de l'opposition de s'asseoir à la table d'éventuels pourparlers. Bujumbura a accordé vendredi à deux radios privées le droit de réémettre. Le gouvernement a également consenti au "renforcement des observateurs des droits de l'Homme" de l'UA et de l'ONU sur place, selon un diplomate en poste au Burundi. La crise au Burundi, outre ses conséquences pour la population civile, inquiète également la communauté internationale en raison de son possible impact sur la stabilité de la région des Grands Lacs, hautement volatile. M. Ban devrait ainsi, selon une source onusienne à Bujumbura, appeler les autorités à la retenue. Les relations avec le Rwanda voisin se sont envenimées au point de devenir délicate ces dernières semaines. Bujumbura accuse Kigali d'entraîner sur son sol des réfugiés burundais pour déstabiliser le régime du président Nkurunziza. Le Rwanda rejette catégoriquement ces accusations - également portées par un groupe d'experts de l'ONU puis par les Etats-Unis - et rappelle à qui veut l'entendre que les causes de la crise sont internes au Burundi. Le 12 février, Kigali a menacé d'envoyer les dizaines de milliers de réfugiés burundais présents sur son sol vers d'autres pays d'accueil. Lundi, à son arrivée à l'aéroport, M. Ban aura peut-être aperçu les pancartes brandies par les pro-Nkurunziza, affirmant : "Rwanda: stop au recrutement militaire des réfugiés burundais".